

Albert AYACHE avec la collaboration de René GALLISSOT et de Georges OVED

Maroc des origines à 1956. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier : Maghreb

(Les Éditions de l'Atelier, Paris – Eddif, Casablanca, 230 p.)

Très souvent, l'histoire est écrite non seulement par les vainqueurs mais aussi, s'agissant de vie politique et sociale, à partir d'un point de vue de classe qui ignore systématiquement le rôle déterminant dans les événements du « petit peuple » des ouvriers, paysans, instituteurs et modestes fonctionnaires.

Avec ce *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier au Maroc*, premier volet du triptyque consacré au Maghreb qui se situe dans l'excellente filiation du colossal *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* de Jean Maitron puis Claude Penneret, Albert Ayache, René Gallissot et Georges Oved présentent un panorama de militants connus ou obscurs qui, à partir des années 1920 puis 1945, ont constitué le terreau du mouvement syndical et une composante essentielle des luttes de libération nationale.

Les trois auteurs – qui ont bénéficié de multiples concours parmi lesquels le professeur Abdallah Saaf de l'Université de Rabat et le socio-historien Mohamed El Ayadi – sont des spécialistes reconnus.

Albert Ayache (cf. la note sur « les Études d'Histoire sociale marocaine ») est l'historien du mouvement syndical au Maroc. René Gallissot, fondateur de l'Institut Maghreb Europe (Paris VIII-St Denis) est un universitaire érudit qui depuis 40 ans travaille et réfléchit sur le Maghreb. Georges Oved, conseiller économique et financier du gouvernement

marocain de 1956 à 1961, est l'auteur d'une thèse de doctorat très documentée publiée en deux tomes aux éditions L'Harmattan sous le titre *La gauche française et le nationalisme marocain-1905-1955*.

Les quelques 600 notes biographiques qu'ils ont rédigées sont parfois incomplètes – certaines vies de militants durent peu, les traces se perdent – mais toujours passionnantes et emblématiques de trajectoires collectives et individuelles dans lesquelles se lisent le sang et la sueur, la fraternité et l'héroïsme et aussi, parfois, mesquineries et coups bas qui jalonnent et éclairent les évolutions du mouvement ouvrier et du syndicalisme marocain jusqu'à nos jours.

Ces militants sont de toutes les origines : autochtones comme européens. Ils sont ouvriers, employés, petits fonctionnaires. Cheminots, instituteurs et mineurs y sont très présents. Les uns viennent de la SFIO et de la franc-maçonnerie. D'autres, nombreux, appartiennent à la mouvance communiste ou nationaliste. Ensemble, ils jetteront en 1930 les bases de l'Union des Syndicats CGT du Maroc puis, en 1946, de l'Union Générale des Syndicats Confédérés du Maroc qui « marocanisera » ses directions sous la pression des communistes et avec la venue des Istiqlâliens.

En décembre 1955 sera créé un syndicat unique UMT avec Mahjoub Ben Seddik et Taïeb Ben Bouazza

qui connaîtra deux scissions : création de l'UGTM (Union Générale des Travailleurs Marocains, d'influence istiqlâlienne) en 1960 et de la CDT (Confédération Démocratique du Travail, mouvance USFP) en 1978.

Acteurs de l'histoire du Maroc, ils subissent aussi les répercussions des aléas de la vie politique et diplomatique française (Front Populaire, période vichyste, Union Française) et du mouvement du monde (Seconde Guerre mondiale, Guerre froide, décolonisation).

Du fait d'une législation particulièrement conservatrice qui en interdit l'accès aux « indigènes », les premières organisations syndicales et politiques apparaissent tardivement dans le Protectorat et émanent dans un premier temps des milieux d'origine européenne. Contrairement à l'autre « protectorat » qu'est la Tunisie où dès 1907 se forment des partis politiques autochtones – « Jeunes Tunisiens » (1907) puis Destour (1920) et Fédération Communiste (18 décembre 1921 ; dissoute le 17 mai 1922) avec des cellules tunisiennes et des publications en arabe –, ce n'est qu'à partir du Front Populaire et surtout de la Seconde Guerre mondiale (débarquement américain en novembre 1942, entrevue d'Anfa le 22 janvier 1943 entre le président Roosevelt et le Sultan, élimination des hauts cadres pétainistes et défaite du nazisme) que les Marocains peuvent enfin intégrer syndicats et partis.

Au fil des biographies apparaissent les différents moments de cette évolution, les ruptures et les enjeux.

Les rapports de police et des renseignements militaires mentionnent dès 1927 la présence d'une cellule communiste à Casablanca et de neuf cellules dans les troupes station-

nées au Maroc. Mais il faut attendre l'élan du Front Populaire pour que, des années plus tard, en 1937 soit créée au grand jour une « région » communiste du PCF au Maroc qui se constituera en PCM en novembre 1943 (« clandestin » après sa « dissolution » par les autorités coloniales en décembre 1952, à nouveau légal de 1956 au 12 février 1960, date de sa dissolution par le gouvernement UNFP de Abdallah Ibrahim).

De 1927 à 1937 les premiers acteurs de cette gestation sont des Européens : Français de métropole ou d'Algérie, Espagnols, Portugais, Italiens. Ils sont tels Xavier Gransart, François et Jean Bernardini contraints d'adhérer à la SFIO, seule autorisée.

De 1937 à 1945, on y trouve des francs-maçons : Henri Bonnet, des Français d'Algérie : Michel Mazzella, Léon Sultan, René Toussaint, Marius Urios, Fernand Ursule...

A partir de 1946 et surtout d'avril 1949, Comité Central, Bureau Politique et Secrétariat sont composés aux deux tiers par des Marocains : Ali Yata, Abdeslam Bourquia, Edmond el Maleh...

La même périodisation se retrouve dans le mouvement nationaliste qui se manifeste d'abord par l'opposition au « Dahir Berbère » (1930), par la mise sur pied du Comité d'Action Marocaine (1934) puis après guerre, le 11 janvier 1944, par les créations du parti de l'Istiqlâl sous l'impulsion d'Allal el Fassi et du Parti Démocratique de l'Indépendance en avril 1946 avec Mohamed Hassan Ouazzani.

De nombreux militants nationalistes dont l'activité a été en rapport avec le mouvement ouvrier figurent dans ce dictionnaire : Mehdi Ben Barka, Mahjoub Ben Seddik, Abder-

rahim Bouabid, Taïeb Ben Bouazza, Abdallah Ibrahim, Mustapha Taoufik – « Laadou »...

Ils font l'objet de notices qui illustrent la complexité des situations et des approches militantes.

Dès le début des années 20, les travailleurs tunisiens peuvent se syndiquer à la CDTT (créée en octobre 1924) et les Algériens adhérer à la CGTU.

Au Maroc il faut attendre le 24 décembre 1936 pour que – suite aux grandes grèves de mai-juin 1936 en France et à la poussée ouvrière dans le Protectorat (grèves de Casablanca, Khourigba, Fès et Rabat) – un dahir autorise la minorité européenne – exclusivement – à constituer des syndicats professionnels.

En dépit de cette législation ségrégationniste, des Marocains entreront dans les syndicats et participeront aux différents mouvements.

Le 26 juin 1938, un second dahir pris sous la pression du patronat punira sévèrement – amendes et emprisonnement – toute tentative de syndicalisation des Marocains ainsi réduits au silence puisque les syndicats ne peuvent plus parler d'eux.

Ce n'est qu'à partir de juin 1943 avec la reconstitution des syndicats et la prépondérance des communistes qu'une masse grandissante de Marocains se syndicalisera. En 1948, ils représentent les deux tiers des 70 000 adhérents des syndicats sus-

citant l'hostilité croissante du patronat et de la Résidence décidés à les briser par tous les moyens.

On relèvera avec intérêt les biographies portant sur les syndicalistes Allal Bachir, Ali Belkacem, Mohamed Bouhamida des mines de Djerada (région d'Oujda), lieu dont le nom reste attaché au pogrom anti-juif de juin 1948 qui entraîna la mort de quarante-quatre personnes et fut utilisé par les réseaux sionistes pour accélérer l'émigration des marocains juifs vers le nouvel État d'Israël.

A la suite de ce qui paraît désormais avoir été une machination montée par le contrôleur civil Chenebeaux pour briser le mouvement syndical, des centaines de mineurs furent arrêtés, condamnés à la prison et aux travaux forcés.

Certaines de ces vies militantes conduisent après l'Indépendance aux fonctions ministérielles et diplomatiques, d'autres à de véritables épopées.

Ainsi, le cégétiste et communiste, Mohamed Ben Aomar Lahrech, détaché à la demande d'Hô Chi Minh pour agir en direction des soldats marocains engagés dans l'armée française au Vietnam, devint-il sous le nom de « Marouf » puis de « Anh Ma » général du Viet Minh. Une aventure retracée par A. Saaf (*Histoire d'Anh Ma*, L'Harmattan) qui illustre elle aussi toute la richesse de ce passionnant dictionnaire.